



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

Hors-série. Transformations | 2017

L'Afrique est-elle partie? Bilan et perspectives de l'intégration africaine

Intégration régionale et investissements directs étrangers en Afrique

Regional Integration and Foreign Direct Investment in Africa

Hamimida Mama



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5870>

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Hamimida Mama, « Intégration régionale et investissements directs étrangers en Afrique », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 30 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5870>



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



Intégration régionale et investissements directs étrangers en Afrique

Hamimida Mama

Enseignante-chercheuse
Université Hassan II de Casablanca, Maroc.

Le continent africain, un grand importateur de denrées alimentaires, connaît des épisodes de crises alimentaires. En même temps et paradoxalement, les accords étrangers de leasing de terres sont en hausse depuis 2001.

Les avantages que les investissements directs étrangers (IDE) procurent ne sont pas automatiques et ne profitent pas de manière égale aux pays d'origine et aux pays d'accueil. Souvent pour ces derniers, quand il s'agit de pays en développement ou des pays les moins avancés, la contribution effective des IDE à la croissance économique et à la création d'emploi, est très dérisoire. Ces pays présentent dans leur majorité une grande attractivité pour les IDE, mais leur rentabilité est au plus bas.

L'Afrique attire de plus en plus d'IDE. Hormis les IDE en provenance des pays développés qui ont diminué de 20% depuis la crise de 2008, l'Afrique, a attiré de plus en plus d'IDE des pays émergents durant cette même période. Les investissements intra-africains ont connu aussi une augmentation considérable (33%). Ces derniers augmentent, sous l'impulsion des sociétés transnationales (STN) établies en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigéria. Pour de nombreux petits pays africains, souvent sans littoral ou n'exportant pas de pétrole, l'IDE intrarégional est une source importante de capitaux étrangers (CNUCED 2015). C'est l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe qui ont bénéficié de plus d'IDE. L'augmentation de ces derniers est due principalement aux investissements internationaux réalisés dans les infrastructures ; l'abondance des facteurs de production et l'émergence d'une classe moyenne qui a boosté les secteurs de l'alimentation, de l'informatique, du tourisme, de la finance et du commerce de détail.

Les effets positifs de ces IDE sont par contre limités. Les problèmes de l'extrême pauvreté, du chômage et des inégalités ont augmenté au cours de la dernière décennie (Conseil économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2013). Le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne a baissé, mais le nombre de pauvres a augmenté, en dépit d'une décennie de croissance relativement forte (Enquête réalisée par Afrobaromètre dans 34 pays africains

entre octobre 2011 et juin 2013). L'objectif de cet article est d'analyser cet état de fait en questionnant les défis internes plutôt qu'externes pour faire des IDE en Afrique un véhicule de technologie et de savoir-faire ainsi qu'un moteur de la croissance et de l'emploi.

Investissements directs étrangers en Afrique, attractivité versus rentabilité

Pour bien saisir les éléments d'attractivité d'une région ou d'un pays, il faut prendre en compte les stratégies des firmes étrangères sujettes à la délocalisation. Le processus de multinationalisation dépend de trois éléments (le paradigme d'OLI, Dunning (1988)), la détention d'un actif spécifique par la firme (*ownership*), les avantages qu'offrent les pays d'accueil (*localisation*) et la comparaison entre internationalisation et exportation en termes de coûts et d'avantages pour la firme délocalisée (*intégration*). Ces éléments regroupent aussi bien les facteurs internes à la firme que des facteurs exogènes en rapport avec la situation des pays d'accueil. En effet, l'actif intangible spécifique peut concerner une technologie, un savoir-faire, un nouveau produit ou l'accès privilégié à des marchés de facteurs. Le deuxième élément est lié aux avantages propres aux pays hôtes. Ils peuvent être liés à la productivité du travail, aux dotations factorielles, à la dimension du marché ou aux politiques d'attractivité menées par les autorités locales (Mucchielli, 1998). La qualité des institutions et des infrastructures est déterminante dans la décision de localisation des IDE, particulièrement dans les pays en développement (Blonigen, 2005). Le troisième élément explique les motivations des firmes qui trouvent des avantages à l'internationalisation en produisant elles-mêmes au lieu de passer par le marché.

Pour les pays hôtes, il existe des coûts liés aux politiques d'attractivité des IDE. Les bénéfices générés doivent être supérieurs à ces coûts. Or, La profitabilité de l'Afrique est très réduite malgré ses atouts en termes de ressources naturelles et de coûts de production.

L'IDE quand il est « bien accueilli », constitue l'un des principaux facteurs du développement économique. La majorité des études et des rapports d'organismes internationaux montrent qu'avec des politiques adéquates dans les pays d'accueil, l'IDE initie des progrès technologiques, contribue à la formation de capital humain, crée de l'emploi, réduit la pauvreté, réduit le secteur informel, et rend les entreprises locales plus compétitives. Que relate cette expression de « bien accueilli » ?

Bien accueilli, veut dire que le pays d'accueil doit disposer déjà d'un système éducatif qui le prédispose à accueillir les technologies nouvelles à travers l'implantation d'entreprises locales avec une main d'œuvre capables d'intégrer et de développer un savoir-faire. Sinon, à qui transférer la technologie si le terrain est vide ? Lorsque l'écart technologique entre les entreprises étrangères et les entreprises locales est très élevé, ces dernières seront incapables d'absorber les technologies nouvelles. Il faut donc développer le secteur industriel et disposer d'une stratégie technologique. L'amélioration du capital humain local est une condition déterminante. Ceci relève d'abord de la responsabilité des gouvernements locaux. Les filiales des multinationales pourront y contribuer par la suite avec des formations et des apprentissages conséquents.

Bien accueilli, veut dire aussi que le pays doit être en position de négocier des accords gagnants-gagnants avec l'autre partie et de refuser ceux qui stipulent la non obligation des entreprises étrangères de partager leur savoir-faire avec les industriels locaux. Pas d'IDE profitable pour les pays d'accueil sans transfert technologique.

Or, le tissu économique de la majorité des pays du continent africain est très peu développé. Les grandes entreprises locales sont rares. L'IDE se concentre dans les secteurs de l'énergie et de l'agroalimentaire. L'Afrique dispose d'une part importante de réserves mondiales pétrolières et minérales. Elle dispose également de 60% des terres arables inexploitées au monde. Les cinq premiers produits exportés sont des ressources naturelles non renouvelables. Ils ont représenté 60 % de l'ensemble des exportations en 2013. Il s'agit du pétrole, du minerai de fer, des minerais bitumeux, de l'or et du gaz naturel (Africa's Pulse, octobre 2014). Le continent africain, un grand importateur de denrées alimentaires, connaît des épisodes de crises alimen-

taires. En même temps et paradoxalement, les accords étrangers de leasing de terres sont en hausse depuis 2001. Les pays asiatiques placent l'Afrique, en priorité, comme un moyen d'assurer la sécurité alimentaire à long terme.

Des efforts pour un vrai décollage ont été fournis ces deux dernières décennies. Cependant la forte croissance n'a concerné que quelques pays. C'est pour dire qu'il n'y a pas encore une vraie transformation structurelle en Afrique. Selon la CNUCED (2012), l'investissement et la technologie sont deux des principaux moteurs de cette transformation structurelle. Le développement des activités à forte productivité, le développement des industries manufacturières et le développement de leur part dans le PIB, la réduction de la part du secteur agricole dans l'emploi, la maîtrise de l'expansion très forte du secteur des services, la réduction de la dépendance des ressources naturelles, la maîtrise de l'urbanisation, l'instauration des infrastructures nécessaires, sont autant de chantiers auxquels doivent s'attaquer les pays d'Afrique pour profiter des effets positifs de la présence étrangère sur leur territoire.

Rôle de l'intégration régionale en Afrique

Les pays d'Afrique doivent pour cela revoir leurs modèles économiques et procéder à une transformation structurelle de leurs économies. Cette dernière doit intégrer une variable très importante qu'est l'ouverture sur les pays voisins pour fructifier les échanges et créer des grands marchés régionaux capables d'absorber les produits manufacturés. Ceci suppose aussi la diversification de la production. La plupart des pays constituant l'UEMOA et la CEDEAO ont des économies qui se caractérisent par une structure industrielle très peu développée, avec un nombre restreint d'entreprises, et un degré faible de différenciation des produits à l'intérieur même des branches. Cela limite fortement le potentiel de création de commerce suite à l'abolition des barrières tarifaires. L'investissement transfrontalier intra-régional en Afrique demeure limité. Sur la période de 2003 à 2010, les projets intra-régionaux représentaient 5 % de la valeur totale des projets pour le continent africain. Le nombre de projets d'IDE intra-régionaux ne représente que 12% du total des projets d'IDE en Afrique (CNUCED, 2013). Ces chiffres contrastent avec les performances d'autres régions. Par exemple, en 2008, l'IDE intra-régional dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ANASE) était estimé à 30 % des afflux totaux d'IDE (Banque africaine pour le développement, 2013). Les investissements réalisés au sein d'un groupement par les pays qui en sont membres ne représentent

qu'une petite proportion de l'IED intra-africain. Deux communautés économiques régionales font exception : la Communauté d'Afrique de l'Est (environ la moitié des investissements intra régionaux), et la Communauté de développement de l'Afrique australe (plus de 90 % des investissements intra régionaux). L'intégration régionale n'est pas encore en mesure de promouvoir les investissements intra régionaux. Les projets intra-africains se concentrent dans le secteur manufacturier et le secteur des services. Les industries extractives ne représentent que 3 % du montant des projets intra régionaux de création de capacités (CNUCED, 2013). L'investissement intra régional pourrait contribuer au développement de chaînes de valeur régionales et créer une plateforme industrielle stimulant les IDE. Cependant, la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales se limite au bas niveau, à savoir la fourniture de matières premières.

Les économies africaines se basent pour la plupart sur les ressources naturelles. Le secteur manufacturier est très peu développé. La productivité agricole reste faible, entraînant un exode rural vers les villes. L'urbanisation est très mal gérée et représente un problème majeur du fait de l'incapacité de l'infrastructure urbaine à faire face à l'afflux d'immigrants ruraux.

La transformation économique est l'une des quatre questions prioritaires retenues par les pays africains dans le cadre de la position africaine commune sur le programme de développement pour l'après-2015 («Agenda 2063» de l'Union africaine). Des transformations structurelles basées sur l'investissement et la technologie sont en cours dans plusieurs pays d'Afrique. Des initiatives sont entreprises pour attirer les IDE vers les secteurs manufacturiers. Le Kenya par exemple, est sur le point de devenir un centre d'affaires privilégié, en développant la production industrielle et les services de transport. L'Éthiopie attire des capitaux asiatiques pour développer son secteur manufacturier. Le Rwanda, Sierra Leone, Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, etc. suivent le même chemin. Les investissements chinois se dirigent davantage vers l'industrie. Doit-on pour autant être optimiste ?

Conclusion

La croissance économique de l'Afrique au cours des deux dernières décennies a été très peu créatrice d'emploi et de ce fait n'a pas réduit la pauvreté et les inégalités. Un processus de transformation économique est nécessaire pour améliorer les infrastructures, passer des industries peu productives vers des industries à plus grande valeur ajoutée, exploiter de manière optimale les ressources naturelles du continent, améliorer le niveau d'éducation et de

santé de la population et se positionner comme un partenaire de taille et de poids pour le reste du monde. L'intégration régionale est une étape nécessaire de cette transformation économique. Elle permettra la création de marchés régionaux, facilitera la circulation de la main d'œuvre et la réduction du coût du travail et la circulation des capitaux. Elle donnera au continent les possibilités de négocier des accords favorables à son développement. L'intégration régionale est un facteur d'attraction pour les IDE et entre autres les IDE intra-régionaux, beaucoup plus susceptibles de répondre au besoin en matière de développement et de renforcement de position sur le plan international.

Références bibliographiques

Africa's Pulse (October 2014). An analysis of issues shaping Africa's economic future, World Bank, vol 10, p. 20, en ligne.

Blonigen B. A. (2005). A review of the Empirical Literature on FDI Determinants, *Working Paper*, NBER, n° 11299. En ligne.

Boutin D., Caldeira E. et Renard JF. (2015). « Les pays en développement : quelles politiques, quelles trajectoires ? » *Problèmes économiques*, Hors- série, numéro 8, septembre 2015, p 130-138.

Chaponnière J. R. et Marc Lautier M. (2014). L'intégration régionale en Asie du Sud-Est : enseignements pour les pays du Sud de la Méditerranée, BAD, Note économique.

Commission Economique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine (2012). Rapport économique sur l'Afrique 2012. Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. Addis-Abeba.

Commission Economique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine (2013). Rapport économique sur l'Afrique 2013. Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique. Addis-Abeba.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, CNUCED (2012), Le développement économique en Afrique : Transformation structurelle et développement durable en Afrique. New York et Genève, Organisation des Nations Unies.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, CNUCED (2013), Libérer le potentiel du commerce et des services en Afrique pour la croissance et le développement, New York et Genève.

Dunning J. H., (1988). « The Eclectic Paradigm of International Production : A Restatement and Some Possible Extensions », *Journal of International Business Studies*, volume 19, pp. 1-31. En ligne.

Mucchielli J.L., (1998). Multinationales globales et mondialisations, Ed seuil, Paris

Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, (2013). La transformation économique pour le développement de l'Afrique, Washington.